

Initiatives ministérielles

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, je suis content d'intervenir aujourd'hui pour parler du projet de loi C-52. Les Canadiens frissonnent probablement d'appréhension chaque fois que le gouvernement et le ministre présentent une mesure qui s'intitule: «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines lois connexes».

Nous savons bien que c'est ce qu'ils éprouvent parce que nous aurons, soit une mesure qui imposera encore plus lourdement la classe moyenne, soit une mesure qui continuera de protéger les riches amis du gouvernement.

Ce qui est intéressant dans le débat que nous avons eu sur la taxe sur les pleurs et les souffrances, et maintenant sur la législation des REER, c'est le rôle que le Parti libéral a joué dans l'évolution de la structure fiscale de notre pays comme nous l'avons vu tout à l'heure dans l'échange de propos avec le député libéral. L'attitude et la déférence de ce parti, et son alliance scandaleuse avec les conservateurs, ont quelque chose d'intéressant. Soit dit en passant, ce genre de collaboration de la part du Parti libéral est étrange.

Les libéraux ont connu leurs moments honorables dans l'histoire de notre pays. Mais leur alliance actuelle avec leurs amis du Parti conservateur pour protéger les riches et les bien nantis, comme ils s'apprêtent à le faire maintenant avec la législation sur les REER, amènera les Canadiens à s'interroger sur ce qu'ils font actuellement à la Chambre. Quand nous demandons aux libéraux quelles sont leurs solutions, ils nous répondent qu'ils n'en sont pas sûrs.

Mais ils nous font quand même la morale avec arrogance en nous rappelant comment il faut débattre des projets de loi aux comités et à la Chambre et que nous devons respecter toutes les règles qui régissent nos délibérations. Les Canadiens commencent à percer leurs petits jeux. Ce petit jeu libéral est évident dans le débat sur la taxe sur les biens et les services.

Les gens pèchent parfois par excès de confiance quand ils s'imaginent que la voie vers le pouvoir est toute tracée. Je me demande si ce n'est pas ce que pensent les libéraux maintenant. Je signale au député qu'un ministre fait oui de la tête. Il le pense. Je crois que les libéraux seraient probablement assez nigauds pour le faire.

Je crois que la preuve a été faite lors du congrès auquel j'ai participé en Colombie-Britannique. Nous lutterons jusqu'au bout contre la taxe sur les produits et services des conservateurs. C'est notre travail. La reine nous demande de le faire. Elle veut que nous luttons contre

cette taxe injuste et présentions des solutions de remplacement, ce que, je le répète, nous avons fait, contrairement aux libéraux. Nous continuerons de le faire.

M. Horner: Quelles sont vos solutions?

M. Gardiner: Le député veut savoir quelles sont nos solutions. Nous enverrons quelques exemplaires supplémentaires de notre document pour qu'il puisse en remettre aux six ou sept députés conservateurs présents. Si nous demandions un vote maintenant, nous l'emporterions probablement. Voyons s'ils ont le courage d'adopter nos solutions pour remplacer la taxe sur les produits et services.

Mais s'ils mettent cette taxe en vigueur d'ici dix mois, savez-vous ce qui arrivera? Ils perdront les prochaines élections, c'est écrit dans le ciel. Comme je le disais, je déteste les discours politiques à la Chambre des communes, mais lorsque nous irons frapper aux portes et que nos partisans parcourront le pays, il ne fait aucun doute que nous parlerons de la TPS. . .

M. Kristiansen: Discours politique.

M. Gardiner: Non, ce n'est pas de la politique. Nous parlons de la TPS. Lorsque les conservateurs se présenteront à leur porte, je crois que les Canadiens devraient demander à être remboursés. Lorsque vous achetez un produit qui ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez être remboursé. Même le président de La Baie paraît maintenant à la télévision pour vous dire que vous pourrez être remboursés sans que l'on vous pose de questions. Donc, lorsque les téléphonistes et les démarcheurs conservateurs aboutiront chez vous au moment de la prochaine campagne électorale, demandez un remboursement. C'est ce que les Canadiens devraient faire.

Quel est le but de cette mesure législative? Le Parti conservateur veut restructurer le régime fiscal canadien et protéger ses amis. C'est ce que fait le projet de loi C-52.

Bien sûr, nous recevons tous des appels du public et des médias concernant le budget de demain. On se demande ce qui arrivera. Le ministre des Finances a parcouru le pays en disant que les temps étaient durs. Il a dit qu'il fallait effectuer des compressions qui allaient faire vraiment mal, que les conservateurs n'aiment pas être impopulaires, mais que ces mesures font partie de leur mandat.

C'était à cette époque l'an dernier, lors du dernier budget, qu'on a commencé à parler de fuite. Mais, en supposant qu'il n'est pas question du budget sur les ondes en ce moment, le gouvernement se propose d'adopter